CE MONDE QUI BOUGE

Le retour du religieux, non-dit du quatrième mandat ?

Par Hassane Zerrouky

«Des dizaines de jeunes sont restés des heures, non pas pour débattre sur le rôle négatif de l'utilisation de l'islam à des fins autres que religieuses, mais pour convaincre les organisatrices que les islamistes n'ont rien à voir avec le terrorisme, et que nos banderoles portent une image négative à l'islam dans le monde», écrivait, il y a quelques jours Cherifa Kheddar, encore marquée par l'assassinat de sa sœur et de son mari en 1996 à Ouled Yaïch (Blida). Après ce qu'a vécu l'Algérie, plus de 100 000 morts, des tueries et assassinats assumés par leurs auteurs (dont des émirs connus) par l'écrit, la parole et l'image, on est désagréablement surpris qu'en 2014, il y ait encore des jeunes qui nient la réalité.

Outre la responsabilité du système politique dans la montée de l'islamisme et son instrumentalisation durant les années 1980 pour contrer les idées progressistes très présentes alors dans la société algérienne, au moins deux autres facteurs ont nourri le doute sur les responsabilités islamistes et contribué à jeter le voile sur ce passé tragique. La réconciliation nationale et le discours officiel qui l'a accompagnée ont de fait déresponsabilisé les islamistes de leurs actes, qualifiant cette guerre contre l'Etat et la société menée par des groupes armés financés et soutenus par de riches hommes d'affaires des pays du Golfe visant l'instauration d'un Etat taliban, de «tragédie nationale». Certes, l'idéal aurait été de faire comme l'Afrique du Sud qui, grâce à sa politique de «vérité et réconciliation», a permis au pays de tourner la page et de se projeter sur l'avenir. Mais, chez nous, on a fait le contraire. Il était demandé «à ceux du maquis» de déposer les armes, de ne pas demander pardon à leurs victimes et, comme l'a reconnu Abdelmalek Sellal à Illizi, le gouvernement leur a pardonné, «donné des primes et de l'argent» en se demandant : «Que cherchent-ils de plus ?» Eh bien, après qu'on leur a permis de réoccuper l'espace, de reprendre le contrôle de nombreuses mosquées dont ils avaient été chassés, de s'exprimer à la radio et sur les télés et de diffuser leurs idées en toute liberté, alors que les démocrates en sont privés, les islamistes, pour répondre à la question du chef du gouvernement, veulent tout simplement le pouvoir ! Ce dernier leur a d'autant facilité la tâche qu'il a tout fait pour effacer de la mémoire collective les traces de leurs crimes. A la télé, pas de documentaires rappelant cette tragédie ne serait-ce que pour mettre en garde la jeunesse. Les rares films consacrés à cette période ne sont projetés qu'à l'étranger comme c'est le cas pour le film de Merzak Allouache, *Le repenti*...Faut-il en rajouter ?

Mais à quoi bon, direz-vous, rappeler ces vérités, quand des gens se revendiquant de la démocratie et des libertés, voyant pourtant ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux en Irak, en Syrie et en Libye, mais aussi au Mali, sans compter Boko Haram au Nigeria qui massacre allègrement par centaines des civils parce qu'ils ne sont pas musulmans, continuent d'évoquer la thèse de la manipulation ! Tout juste s'ils n'interpellent pas les islamistes auteurs de crimes innommables en leur disant : «Arrêtez de revendiquer vos méfaits puisque nous vous disons que ce n'est pas vous qui tuez, c'est l'armée» ! J'exagère ? A peine ! Toujours est-il qu'en l'espace de quinze ans, le religieux sous sa forme la plus rétrograde a retrouvé droit de cité, poursuivant son entreprise de démolition graduelle de tout ce qui rattache l'Algérie à son passé. Sous nos yeux, au nom de cette vision religieuse rétrograde, le cimetière des deux princesses, filles de Hassan Pacha, à La Casbah, datant du 16e siècle, décrété «bidâa», a été rasé. Même cas de figure ailleurs et récemment à Ghardaïa.

En effaçant le patrimoine historique, et là je cite Abderahmane Hadj-Nacer, l'objectif est de «couper d'avec le lien de l'ancestralité, d'avec les origines généalogiques et d'avec les lieux de mémoire, car tant qu'il y a des lieux de mémoire, tant qu'il y a un attachement à la terre et à la généalogie, on ne peut pas en faire ce que l'on veut». Alors, faut-il être surpris par ces jeunes ayant interpellé les femmes le 8 mars dernier, et par le fait que de nombreux salafistes manifestent leur soutien au quatrième mandat ?

H. Z.

24 HEURES APRÈS LA PERQUISITION DU SIÈGE DE LA CHAÎNE

Consternation et inquiétude à ALATLAS TV

Le flou entoure la décision de perquisition des locaux de la chaîne privée ALATLAS TV, vingt-quatre heures après la mesure prise par le parquet du tribunal de Sidi M'hamed. Hier, un communiqué de la direction de la chaîne a été lu à l'assistance venue s'enquérir de la situation. Un appel lancé en direction de l'ensemble de la société pour «refuser ce coup de force».

Photo : DR

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le document au ton qualifié de «virulent» exprime, selon ses rédacteurs, «le refus du personnel de ce fait accompli» et dénonce «l'action arbitraire, de violation de la loi et droit du citoyen à l'information». Les responsables de la chaîne «exigent» «la restitution de son matériel et la reprise des émissions». La lecture du document avait fait suite à un sit-in organisé devant le siège de la chaîne et auquel ont pris part des journalistes et des représentants des partis politiques. Notons qu'ALATLAS TV a cessé d'émettre depuis hier dans la matinée, alors que la veille, soit quelques heures après la perquisition, «rien n'indiquait qu'une décision de suspension des émissions serait prise». «La transmission a été suspendue. Le pouvoir a demandé à Nilesat de le faire», a indiqué le directeur de l'information de la chaîne Ghoul Hafnaoui. Et d'ajouter : «Ce sont des pressions qu'on veut exercer sur nous après tout ce qu'on a diffusé sur la chaîne (qui émet à partir de la Jordanie).»

Par ailleurs, le personnel et autres employés de la chaîne s'interrogent sur la suite qui sera donnée à cette affaire et autres «actions à mener pour faire valoir nos droits et ceux de notre chaîne». Toutefois, la principale «question qui reste sans réponse» est celle de savoir quelles sont les motivations qui ont suivi le mandat de perquisition délivré par le parquet de Sidi M'hamed.

Pour le directeur de la rédaction d'ALATLAS TV, «il faut attendre la réponse de l'avocat de l'entreprise pour connaître avec exactitude les raisons ayant présidé à la décision de perquisition des locaux de la chaîne et la saisie du matériel». Lors du sit-in, Ghoul Hafnaoui a tenu à rappeler les événements qui ont marqué la chaîne en cette fin d'après-midi de mardi dernier. «Nous avons été perquisitionnés vers les coups de 15h. Les 45 journalistes de la chaîne ont été bloqués durant quatre heures à l'intérieur du siège sis à Birkhadem.

Des gendarmes en uniforme et en civil ont saisi une dizaine de caméras. Les forces de l'ordre se sont aussi rendues dans les studios de la chaîne situés dans la localité de Baba Ali, où ils ont mis des scellés. Notre ligne éditoriale dérange le pouvoir. Notre chaîne dénonce régulièrement sa politique actuelle», a-t-il précisé. Le directeur de l'information d'ALATLAS TV conclut en indiquant que «de telles pratiques sont contraires à la loi. Cela prouve que la chaîne dérange. C'est parce que nous donnons la parole aux citoyens, voire à tout le monde sans exclusion aucune et que nous couvrons tous les mouvements de contestation dont les chômeurs du Sud, le mouvement citoyen, le mouvement Barakat, qu'aujourd'hui notre chaîne a été ciblée».

A. B.

AFFAIRE DE LA CHAÎNE ALATLAS

Condamnation unanime

La perquisition et la saisie du matériel opérées à la chaîne de télévision ALATLAS dans l'après-midi de mardi dernier par des éléments de la Gendarmerie nationale en tenue civile sur mandat du parquet d'Alger n'ont pas été sans susciter des réactions parmi la classe politique, les candidats à la présidentielle du 17 avril prochain et la société civile.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Pour le candidat Ali Benflis, qui dénonce avec vigueur «cette atteinte grave à la liberté d'expression et cette nouvelle tentative de saper les fondements d'un pluralisme médiatique balbutiant dans notre pays et qui menacent davantage le droit du citoyen à l'information», cette action «d'intimidation» s'inscrit malheureusement dans un climat délétère qui «fait planer de sérieuses suspicions sur la transparence et la régularité du prochain scrutin présidentiel». L'ancien chef de gouvernement appelle à une mobilisation de tous les instants pour, dit-il, «préserver des acquis que le peuple algérien a pu arracher au prix d'énormes sacrifices» et demande à tous les acteurs politiques et de la société civile de «faire preuve de vigilance pour contrecarrer les desseins visant à faire taire toutes les voix discordantes et à nier le droit légitime à la différence». De son côté, la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) soutient avoir a appris avec «stupeur la perquisition et la saisie du matériel opérées à la chaîne de télévision ALATLAS», ceci même si elle dit ignorer «tout comme les dirigeants de ladite chaîne les faits qui leur sont reprochés ainsi que les auteurs d'une éventuelle plainte».

Pour la LADDH, qui considère que seul un organe de régulation tel que prévu par la loi sur l'audiovisuel est légalement habilité à examiner les éventuels manquements aux règles édictées par ladite loi, «dénonce ces atteintes à la liberté d'expression et appelle à la suppression de l'état d'urgence de fait imposé par le pouvoir à l'encontre de l'exercice des libertés individuelles et collectives».

Côté classe politique, le mouvement Islah a tenu à «condamner cet acte qui porte atteinte à la liberté de la presse consacrée constitutionnellement». «Ce qui est arrivé à la chaîne ALATLAS est un acte contraire à la démocratie et exprime la peur et la crainte du pouvoir de l'avis contraire, ce qui fragilise leur "argument" devant l'opinion publique nationale et internationale», affirme son secrétaire général, Mohamed Djahid Younsi qui appelle à s'éloigner de la politique de la peur qui ne fera, selon lui, «qu'accentuer la détermination des voix libres quant à la poursuite de leur combat en vue de rendre la parole au peuple algérien».

M. K.

MISE EN ŒUVRE DU PACTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE CROISSANCE

Un comité de suivi trimestriel installé hier

Le Comité national de suivi de la mise en œuvre du pacte économique et social de croissance a été installé hier officiellement sous l'égide du ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement, et devra présenter un rapport trimestriel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Constitué de représentants du gouvernement, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du patronat, ce comité est chargé, explicitera Amara Benyounès, de suivre et d'évaluer la concrétisation des engagements pris lors de la dernière réunion tripartite, la 16e du genre et tenue le 23 février dernier, et entérinés devant notaire. Il s'agit fondamentalement des engagements pris par l'exécutif en matière d'amélioration du climat d'affaires, par la Centrale syndicale en termes de cohésion sociale et par les organisations patronales en termes de promotion de l'entrepreneuriat citoyen et le respect du cadre réglementaire régissant l'entrepreneuriat.

Dès l'élaboration de leur règlement intérieur et la définition d'une méthodologie d'action, les membres de ce comité se sont mis immédiatement «au travail». Ce comité devra, en effet, établir un rapport trimestriel d'évaluation, précise le ministre du Développement industriel qui indique qu'un rapport «d'étape» sera présenté lors de la prochaine réunion tripartite.

L'occasion pour Amara Benyounès mais aussi pour le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, présent à la cérémonie d'installation, de rappeler que les partenaires économiques et sociaux se sont engagés en toute «confiance», celle-ci étant le fondement de la dynamique engagée en faveur du développement de l'entreprise, la promotion de la production nationale et la création de richesses et d'emplois. A ce propos, le ministre du Développement industriel a estimé que «les importations sauvages et incontrôlées constituent la plus grande menace pour la production nationale». D'où la nécessité de promouvoir le développement de l'entreprise nationale, en dépit des insuffisances liées à la normalisation et la certification.

Il s'agit donc de conforter cette confiance, cette «convergence qui permet au pays d'avancer» selon le président de la Confédération générale des opérateurs algériens (CGOA), Habib Yousfi, appelant à dépasser les divergences. Notons que ce pacte économique et social de croissance traduit la dynamique de dialogue social en cours, la «démocratie (qui) se construit, qui avance» en Algérie, relèvera également Abdelmadjid Sidi-Saïd qui estime que les «divergences positives», les bagarres saines» sont normales mais surmontables.

Comme ce pacte peut constituer «une référence» notamment à l'échelle africaine selon Abdelmadjid Sidi-Saïd, qui indique qu'il sera également présenté au niveau du Bureau international du travail.

C. B.